

Son Altesse Royale, sa digne épouse, mais dès qu'il a reçu l'invitation de la société St. Jean-Baptiste. il s'est dit : Je vais rester au milieu des Canadiens-Français, je vais leur montrer que le représentant de leur Souveraine n'est pas plus indifférent à leur bien-être et à leur avenir qu'un canadien-français lui-même. Et voilà pourquoi le gouverneur général est venu au milieu de nous honorer notre fête de sa présence et nous adresser les paroles remarquables que nous venons d'entendre. Il est bon messieurs, de voir ainsi régner l'union entre les gouvernants et les gouvernés ; c'est une union qu'il faut toujours maintenir parmi nous.

Si cette assemblée n'était pas une assemblée mixte, moi homme politique, je commencerais à vous parler de la politique comme autrefois, mais dans un grand jour comme celui-ci où tous les membres de notre nationalité sont unis, tout sujet politique doit être mis de côté. Une fois au moins, dans l'année, restons unis. Discutons ensemble l'avenir de notre nationalité, et travaillons tous ensemble à assurer le bonheur et la prospérité de notre beau pays, de la province de Québec en particulier.

MM. je serai court, car vous avez déjà entendu plusieurs discours et plusieurs autres doivent vous être faits. Néanmoins vous me pardonnerez, j'en suis sûr, si pour répondre à la santé du Canada, je fais un léger retour sur notre passé. Pour cela, permettez-moi de remonter à cette époque où, malheureux sur le champ de bataille, nous avons pu dire comme un grand roi de France « tout est perdu fors l'honneur. » A cette époque notre nationalité était bien menacée. L'avenir de notre race semblait perdu. Et Montcalm et tous les braves qui tombèrent sur les plaines d'Abraham n'eussent pas ajouté foi à celui qui leur eût dit : « ces 60,000 canadiens-français laissés sans défense à la merci du vainqueur, dans un siècle et quart, ils seront un million et demi. Bien plus, ils auront leur religion, leurs institutions, leur langue, leurs lois comme ils les ont aujourd'hui ; bien plus encore, ils verront les représentants de leur Souveraine venir célébrer avec eux la fête de leur nationalité ; ces 60,000 canadiens-français deviendront un grand peuple, dont la domination s'étendra de l'Orient à l'Occident, et depuis le pôle nord, jusqu'aux domaines de nos voisins les Américains. Et cependant cela est.

Si on eût dit à tous ces braves, si on eût dit en 1836 et 1837, à tous ces patriotes d'une époque plus récente encore que la nôtre, aux Papineau, aux Viger, aux Nelson, aux Girouard, aux Lafontaine, aux Morin et aux Cartier, que dans une quarantaine d'années nous aurions non-seulement nos libertés constitutionnelles, mais que notre religion, nos institutions, notre langue et nos lois, nous seraient conservées, que nous aurions toutes les libertés qu'il est possible à un peuple d'avoir, que même nous aurions notre indépendance si nous l'avions voulu, ils ne l'auraient pas cru. Et cependant tout cela existe aujourd'hui. Nous avons toutes les libertés qu'un peuple peut désirer. Il ne nous manque que d'être une nation indépendante, et pour l'être il ne nous faut que trancher le lien qui nous unit à l'Angleterre. Mais, messieurs, ce lien, notre intérêt, notre reconnaissance, nous ont toujours dit que nous devons le maintenir, que nous devons aimer ce drapeau qui protège nos institutions, notre langue et nos lois, et le plus précieux de tous nos biens, notre religion. Nous serions bien insensés, si ayant pour nous défendre les armes et les flottes anglaises, si ayant toutes les libertés que nous possédons,